

Zitierhinweis

Huret, Romain: review of: Emmanuel Didier, *En quoi consiste l'Amérique? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, Paris: Éd. La Découverte, 2009, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, 4.2 - Économie, p. 1192-1193, DOI: 10.15463/rec.903625680, downloaded from Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

2-Giuseppe CONTI, Olivier FEIERTAG et Rosanna SCATAMACCHIA (dir.), *Credito e nazione in Francia e in Italia (XIX-XX secolo)*, Pise, Edizioni Plus, 2009.

Emmanuel Didier

En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie

Paris, Éd. La Découverte, 2009, 317 p.

En 1939, le sociologue Robert Lynd publie une réflexion sur la signification de l'accumulation du savoir dans la société américaine, *Knowledge for What?*¹. Fort critique du New Deal et des politiques mises en œuvre par le président démocrate Franklin Roosevelt, R. Lynd regrette que les sciences sociales ne soient pas utilisées à des fins politiques pour venir en aide aux plus défavorisés. À quoi bon accumuler les statistiques et les ouvrages sur la population américaine pour, ensuite, renoncer à réformer la société, s'interroge-t-il en dénonçant la frilosité des réformes de l'administration Roosevelt. Dans son livre, Emmanuel Didier va contre ce discours et montre que le rêve d'une utilisation politique des statistiques prit corps dans les agences du gouvernement fédéral américain. Avec une passion évidente pour son objet d'étude, l'auteur détaille le travail des statisticiens dans l'Amérique du début du XX^e siècle et observe leur usage dans l'Amérique démocratique des années 1930. Cette double lecture contradictoire ouvre non seulement un débat sur le New Deal, mais également une réflexion critique sur les conclusions et la méthodologie de l'ouvrage.

En s'inspirant des travaux des historiens américains, E. Didier rappelle que les statistiques du New Deal ne naissent pas *ex nihilo* dans les années 1930. Dans l'Amérique du début du XX^e siècle, et dans la lignée des enquêtes rurales et ouvrières, les statisticiens de trois agences fédérales (le Census Bureau, le ministère de l'Agriculture et le Bureau of Labor Statistics) parcourent le pays et accumulent un premier savoir statistique. Dans les pages passionnantes qu'il consacre aux agents du ministère de l'Agriculture, E. Didier révèle leur ingéniosité et leur énergie au regard de

l'ampleur des problèmes auxquels ils sont confrontés. Cette première phase de consolidation, explique l'auteur, est interrompue par la crise économique de 1929 qui oblige les statisticiens à redistribuer les cartes et à redéfinir leur rôle dans un contexte extraordinaire. L'urgence sociale confère une nouvelle fonction sociale et politique aux statisticiens. Il convient désormais de quantifier le nombre de chômeurs et d'Américains pauvres. Pour répondre à la demande politique, la construction de l'appareil statistique s'étoffe et le recours aux échantillonnages s'améliore. Fort d'une légitimité nouvelle, le statisticien devient un acteur social à part entière et met en carte et en graphiques l'Amérique de la crise. Les programmes sociaux concoctés par l'administration de Roosevelt puisent fortement, explique E. Didier, dans ce savoir statistique. Les catégories définies deviennent des normes sociales et politiques. Ainsi les agents fédéraux contribuent-ils à façonner des séries stables et formelles qui mettent en forme l'Amérique autour de nouvelles classifications, dont celle de « chômeur ». Toutefois, l'auteur ne souhaite pas opposer le formalisme des statisticiens au militantisme d'autres acteurs sociaux, les « cœurs chauds » aux « cœurs froids » pour reprendre sa formule (p. 305). À l'inverse, il rappelle le rôle essentiel des uns et des autres dans l'Amérique des années 1930 pour élaborer le projet, démocratique et populaire, que fut le New Deal.

C'est précisément la conclusion qui suscite d'importantes interrogations sur la méthode et la construction de l'ouvrage. En analysant la chaîne des pratiques statistiques, E. Didier postule *in fine* leur usage politique avec l'avènement du New Deal. Cette linéarité n'est guère démontrée pour les politiques publiques, et la fin de l'ouvrage constitue la partie la plus faible de la démonstration. Il aurait sans doute été judicieux de confronter cette hypothèse à l'abondante historiographie du New Deal et à l'État-providence qui en résulta. À l'image de R. Lynd avant eux, nombre d'historiens déplorent la modestie des réformes et la lente érosion de la dynamique réformatrice tout au long des années 1930. Alors que l'auteur invite « historiens et sociologues » à ne pas avoir peur d'aborder les

études « sur la décomposition, sur la déliquescence » (p. 81), il ne prend pas en compte la lente « décomposition » des ambitions des *New Dealers* au fur et à mesure de la décennie, voire leur déliquescence, si l'on suit les travaux les plus critiques sur le New Deal. Nombre des programmes sociaux que l'auteur évoque furent démantelés pendant la Seconde Guerre mondiale, et cette évolution démontre à l'inverse que l'excellence d'un appareil statistique n'entraîne pas forcément l'adoption d'importantes politiques publiques. Plus encore, et les historiens des États-Unis y seront sensibles, la linéarité et l'irénisme de la présentation effacent les aspérités de l'historiographie et les tensions ethniques et sociales de l'Amérique du New Deal. Le recours aux sondages et à la définition d'un Américain moyen découle d'une vision très homogène et universaliste du corps social. En confrontant mieux son propos aux travaux des historiens et sociologues des États-Unis, E. Didier aurait sans doute offert une histoire plus riche et complexe de ce grand dessein pour l'Amérique, selon la formule, citée par l'auteur, d'un John Dos Passos vieillissant, de plus en plus conservateur et critique sur la croissance de la bureaucratie américaine.

ROMAIN HURET

1 - Robert LYND, *Knowledge for What? The Place of Social Science in American Culture*, Middletown, Wesleyan University Press, 1939.

Brian Steensland

The Failed Welfare Revolution: America's Struggle over Guaranteed Income Policy, Princeton, Princeton University Press, 2008, XII-304 p.

L'importation réussie de travaux de sociologie étasunienne dans le débat historique français passe souvent par un travail de traduction qui n'est pas que linguistique. Parce qu'ils ne résonnent pas toujours avec ceux qui animent la communauté des chercheurs de ce côté-ci de l'Atlantique, les normes d'écriture, les attentes épistémologiques ou encore les questionne-

ments propres à un champ intellectuel et à une discipline autres rendent parfois la circulation des textes difficiles. Cela ne sera pas le cas pour ce livre issu d'une thèse de sociologie qui offre un tableau stimulant des débats autour de la mise en place d'un revenu minimum de subsistance universel aux États-Unis, entre les années 1960 et 1980.

Brian Steensland s'est pourtant donné un objet original : une « idée », celle de revenu minimal garanti (*Guaranteed Annual Income*, GAI ci-après), dans le débat public et politique étasunien. Programme oublié et surtout impensable à l'heure du *workfare* désormais dominant, le GAI a pourtant plusieurs fois failli être adopté au cours des législatures successives et sous des administrations de couleurs politiques différentes. Plutôt que retracer comme d'autres avant lui l'histoire de la formation et du fonctionnement de l'État-providence, ou de souligner le rôle de certains de ses experts et administrations dans le devenir d'une loi, l'auteur cherche à suivre pas à pas les avatars du projet et ses multiples formulations. Il revient méticuleusement sur la trajectoire de ce plan, depuis sa première mise en forme politique dans les cabinets démocrates jusqu'à son inexorable abandon suite à l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, tout en offrant une analyse des différents espaces qu'il a traversés au cours des deux décennies. Ce travail occupe les six premiers chapitres du livre qui s'achève sur une analyse des leçons politiques qui peuvent être tirées de cette réflexion, puis d'un retour sur le cadre théorique général, déjà largement esquissé en introduction.

Le premier chapitre rappelle l'origine des débats autour du revenu garanti. Contre l'idée selon laquelle le GAI serait l'œuvre de penseurs utopistes de gauche désireux d'assurer une subsistance à tous, il montre que le plan prend forme dans deux milieux certes différents mais éloignés de la gauche critique. D'un côté, le revenu minimal est défendu par les économistes néoclassiques adeptes du marché libre (les futurs prix Nobel George Stigler et Milton Friedman). Ils voient dans ce projet, formulé alors comme un impôt négatif substitué aux allocations chômage classiques, un